



Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

La rentrée 2016 se fait dans un contexte fortement impacté par les événements tragiques de l'été, et de ceux qui les ont précédés. Indépendamment des polémiques de bas étage que d'aucuns n'ont pas manqué de soulever, notre pays est confronté à un défi énorme, sans doute un des plus difficiles à relever.

L'École ne doit pas devenir le lieu de crispation des contradictions d'une société de plus en plus inégalitaire, et la question de la sécurité ne doit ni l'envahir ni masquer les enjeux et les conditions de sa démocratisation, qui peinent à se réaliser.

Il serait illusoire de penser que c'est en fermant les écoles à double tour que l'on réglerait le problème. Les enseignant-e-s ne peuvent régler tous les problèmes. Tout se passe comme si l'école était le couteau suisse de la République et devait traiter ce que le politique ne résout pas : la question du chômage par la formation, la question de la citoyenneté et de la laïcité par l'EMC, la sécurité face au risque terroriste par l'élaboration de PPMS spécifiques.

Le SNUipp sera vigilant à ce que les consignes données en ce sens respectent la sérénité indispensable au bon fonctionnement des écoles et établissements. C'est en effet principalement par la lutte contre ces inégalités qui mettent à mal la devise républicaine « Liberté, Egalité, Fraternité » que l'on pourra faire reculer les menaces qui pèsent désormais sur notre société.

Le ministère voudrait-il convaincre les personnels et les parents que toutes leurs revendications et demandes pour que l'école assume ses missions devraient passer au second plan et que la priorité imposée à tous serait la lutte contre le terrorisme? Tout cela aboutirait-il à introduire dans l'école de multiples tensions communautaristes incompatibles avec son bon fonctionnement? L'amélioration des conditions d'enseignement est pourtant un des leviers qui permet d'agir en ce sens.

A l'occasion du CTSD de rentrée réuni ce matin le SNUipp fait pourtant le constat que les enseignant-es, les parents et les élèves n'auront pas vu concrètement, malgré l'annonce de la refondation de l'École, ces conditions s'améliorer. A l'heure où 7000 postes manquent encore pour atteindre les 20 000 promis pour le 1<sup>er</sup> degré, le taux d'encadrement des classes reste un des moins bons de l'ensemble des pays de l'OCDE, notamment en maternelle.

Dans le Jura, la baisse démographique aurait pu être l'occasion de donner aux écoles les moyens de travailler dans de meilleures conditions.

Or, dès cette rentrée, des brigades départementales sont positionnées à l'année sur des postes. Ce sont des moyens qui manqueront pour assurer les remplacements et on sait que c'est une question sensible dans le Jura. Et que sera la formation continue? Il y a de quoi être inquiet.

Le SNUipp FSU demande qu'en ce début d'année, toutes les voies permettant de recruter des collègues soient utilisées : recours à la Liste Complémentaire et/ou INEAT.

Les équipes vont aussi une nouvelle fois se trouver en difficulté sur l'inclusion. Comment réussir l'inclusion dans des classes à 27. Cerise sur le gâteau, de nombreuses AESH et AVS n'ont pas eu leur contrat et de nombreux élèves devront s'en passer en cette rentrée.

Sur toutes ces questions éducatives et sociétales le SNUipp continuera de s'appuyer sur la recherche, la formation syndicale et sur les collègues pour construire ses analyses, ses consignes dans des collectifs de travail permettant aux enseignants de faire société en dehors des logiques managériales capitalistes et libérales. Il appelle les enseignants et tous les salariés de l'école publique à participer à la grève du 15 septembre.

Les commissaires paritaires.